

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### Décret portant nomination du commissaire à l'aménagement du Massif Central.

Par décret en date du 24 avril 1978, M. Becquel (Patrice) est nommé commissaire à l'aménagement du Massif Central, en remplacement de M. Michardière (Jean), appelé à d'autres fonctions.

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

### Cabinet du ministre.

Le garde des sceaux, ministre de la justice.

Vu le décret n° 48-1233 du 28 juillet 1948 portant règlement d'administration publique en ce qui concerne les cabinets ministériels, modifié ;

Vu le décret du 3 avril 1978 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1978 portant nomination du directeur du cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Sont nommés au cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice :

*Directeur adjoint du cabinet.*

M. Renaud Denoix de Saint-Marc, maître des requêtes au Conseil d'Etat

*Conseiller technique chargé des relations avec la presse.*

Mlle Arlette de la Loyère

*Conseillers techniques.*

M. Jean-Paul Dupertuis, substitut à l'administration centrale du ministère de la justice.

M. Vincent Lamanda, substitut au service de documentation et d'études de la Cour de cassation.

M. Christian Schricke, auditeur de 1<sup>re</sup> classe au Conseil d'Etat

*Chef de cabinet*

M. Alain Goldfeil, sous-préfet.

*Chargé de mission (relations avec le Parlement).*

M. Patrick Ollier.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 avril 1978

ALAIN PEYREFITTE.

### Délégation de signature.

Le garde des sceaux, ministre de la justice.

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret du 3 avril 1978 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'arrêté du 24 avril 1978 portant nomination au cabinet du garde des sceaux, ministre de la justice,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Délégation permanente est donnée à MM. Renaud Denoix de Saint-Marc, directeur adjoint du cabinet, et Alain Goldfeil, chef de cabinet, à l'effet de signer, au nom du garde des sceaux, ministre de la justice, tous actes, arrêtés ou décisions, à l'exclusion des décrets, dans les conditions fixées par le décret susvisé du 23 janvier 1947, modifié par le décret n° 76-830 du 28 août 1976.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 avril 1978

ALAIN PEYREFITTE

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE LA FAMILLE

### Décret n° 78-548 du 24 avril 1978 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille.

Le Président de la République.

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de la santé et de la famille.

Vu le décret n° 47-233 du 23 janvier 1947 modifié autorisant les ministres à déléguer, par arrêté, leur signature ;

Vu le décret du 5 avril 1978 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret du 6 avril 1978 portant nomination de membres du Gouvernement.

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — M. Daniel Hoeffel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la famille, est chargé, sous l'autorité du ministre, de l'ensemble des questions concernant l'aide et l'action sociale, à l'exception de celles relatives à la politique familiale et à l'enfance.

Il connaît toutes autres affaires que le ministre lui confie.

Art. 2. — Les services placés sous l'autorité du ministre de la santé et de la famille, notamment la direction de l'action sociale, sont mis, en tant que de besoin, à la disposition du secrétaire d'Etat pour l'exercice de ses attributions.

Art. 3. — M. Daniel Hoeffel reçoit délégation du ministre de la santé et de la famille pour signer en son nom tous actes, arrêtés ou décisions, dans la limite des attributions mentionnées ci-dessus.

Il est lui-même autorisé à déléguer sa signature, dans les conditions prévues par le décret susvisé du 23 janvier 1947 modifié, à un membre de son cabinet et aux fonctionnaires mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> (2<sup>e</sup>) dudit décret.

Art. 4. — Le Premier ministre et le ministre de la santé et de la famille sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 avril 1978.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

RAYMOND BARRE.

Le ministre de la santé et de la famille,  
SIMONE VEIL.

## MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

### Décret n° 78-549 du 21 avril 1978 portant convocation du collège électoral du département de la Haute-Loire pour l'élection d'un sénateur.

Le Premier ministre.

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le code électoral ;

Vu l'ordonnance n° 58-1098 du 15 novembre 1958 relative à l'élection des sénateurs, complétée par l'ordonnance n° 59-260 du 4 février 1959 ;

Vu l'élection de M. Jean Proriol en qualité de député à l'Assemblée nationale.

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Dans le département de la Haute-Loire, le collège électoral composé des députés, des conseillers généraux et des délégués des conseils municipaux est convoqué le 11 juin 1978 au chef-lieu du département, en vue de procéder à l'élection d'un sénateur.